



Chine-Hongkong : l'échec du « un pays, deux systèmes »

A la veille du 20e anniversaire de la rétrocession de Hongkong à la Chine, après cent cinquante ans de mandat britannique, les ingérences de Pékin se multiplient. De plus en plus de Hongkongais s'interrogent sur l'avenir de la démocratie dans la « région administrative spéciale ».

Par **Florence de Changy** (Hongkong, correspondance) et **Brice Pedroletti** (Hongkong, envoyé spécial)



De gauche à droite, le 15 août 2016, les dirigeants étudiants Joshua Wong, Nathan Law et Alex Chow lancent des slogans avant le prononcé du verdict, dans un procès où ils sont accusés d'incitation et de participation à un rassemblement illégal, lors du «mouvement des parapluies» en 2014. BOBBY YIP/REUTERS

A 79 ans, Martin Lee, le père du mouvement démocratique de Hongkong, est encore présent sur tous les fronts. A l'heure du thé, il reçoit, à la mi-juin, dans son cabinet d'avocat à la bibliothèque remplie d'ouvrages juridiques, situé à Admiralty, dans le centre de l'ancienne colonie britannique, croquant quelques biscuits en guise de déjeuner tardif. Il a passé la journée au tribunal pour défendre « Long Hair », trublion impénitent de la vie politique locale, cheveux longs et tee-shirt à l'effigie du Che Guevara en signes de reconnaissance, menacé d'être exclu du Parlement pour « *mauvaise conduite* ». Il y a quelques semaines, M. Lee se trouvait à Washington, témoignant devant le Congrès américain en compagnie de Joshua Wong, 20 ans, militant du « mouvement des parapluies » de l'automne 2014. Depuis Londres, le dernier gouverneur anglais, Chris Patten, 73 ans, était également intervenu. Ces trois figures emblématiques de l'histoire de Hongkong avaient alors exprimé leurs vives inquiétudes : l'autonomie de la région administrative spéciale (RAS), fruit d'un compromis entre Pékin et Londres, et son Etat de droit, hérité de la période coloniale, s'effritent sous les coups de boutoir de la Chine communiste.

Le 20^e anniversaire de la rétrocession de Hongkong à la Chine, après cent cinquante ans de mandat britannique, qui sera célébré samedi 1^{er} juillet, est une date hautement symbolique pour ses plus de 7 millions d'habitants : le président et secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC), Xi Jinping, est attendu pour la première fois de son mandat, commencé en 2012. L'heure de s'interroger pour Hongkong, alors que Pékin affirme de plus en plus son pouvoir sur le territoire du Sud.

Selon la déclaration conjointe sino-britannique de 1984, Hongkong peut conserver jusqu'en 2047 un système politique, économique et juridique distinct. L'accord prévoit que l'ancienne colonie, cédée en 1842 à l'Empire britannique après la première guerre de l'opium, jouit d'un « *degré élevé d'autonomie* », qui exclut néanmoins les affaires diplomatiques et militaires. C'est « *un pays, deux systèmes* », une formule forgée par Deng Xiaoping alors que la Chine s'ouvrait. Selon les minutes, déclassifiées en 2014, d'un entretien entre ce dernier et Margaret Thatcher, à Pékin, le 19 décembre 1984, la « Dame de fer » avait alors jugé que c'était un « *coup de génie* ».

Un système politique quasiment verrouillé

Au cours du même échange, Deng lui avait expliqué que le délai de cinquante ans était dans l'intérêt de la Chine pour l'aider à se moderniser après les années d'isolement maoïste. Au-delà, « *la Chine et les autres*

pays seront alors devenus dépendants les uns des autres » et il y aura « encore moins de raison » de changer le système de Hongkong, avait-il ajouté.

« Deng considérait Hongkong comme un modèle capitaliste stable et réussi, il souhaitait que la Chine lui emboîte le pas. C'était l'époque où la Chine s'ouvrait aux investissements étrangers », explique M^e Lee. Le pragmatisme de Deng avait permis de rassurer ceux qui craignaient l'arrivée des communistes. « La déclaration conjointe sino-britannique du 26 septembre 1984 avait restauré la confiance des gens de Hongkong, après des années d'inquiétude, lors desquelles beaucoup avaient choisi d'émigrer », rappelle-t-il.

Mais aujourd'hui, Hongkong doute. « Il y a vingt ans, je pensais qu'on aurait la démocratie dans les dix ans à venir. Je ne peux plus vous dire si cela se fera rapidement. Ou bien peut-être jamais », dit l'avocat, qui cofonda en 1994 le Parti démocratique, la plus grande formation politique du camp des pan-démocrates, ainsi appelé par opposition au camp pro-Pékin. Ce dernier tient les manettes du gouvernement à travers un système politique quasiment verrouillé. Pékin entérine le choix du chef de l'exécutif et dispose d'une majorité structurellement garantie au Parlement local, le Legco.

L'un des points de crispation est l'article 23 de la Constitution (la Basic Law), qui prévoit que Hongkong se dote de lois pour lutter contre la trahison, la sédition et la divulgation de secrets d'Etat. Pour le gouvernement chinois, il est urgent de légiférer afin de l'appliquer. Mais un demi-million de Hongkongais étaient descendus dans la rue le 1^{er} juillet 2003 pour bloquer un premier texte sur les tentatives de déstabilisation de l'Etat et l'implication de puissances étrangères. Depuis, tout est bloqué. Pour une grande partie de la population hongkongaise, c'est plutôt sur la promesse de démocratie qu'il faudrait avancer. Martin Lee, pour sa part, estime légitime de vouloir adopter des lois anti-sédition mais seulement si un cadre réellement démocratique garantissant les droits fondamentaux est préalablement mis en place. L'un sans l'autre ouvrirait la porte à une persécution similaire à celle qui, en Chine, cible toute voix critique, juge-t-il.

La presse chinoise stigmatise les « forces séparatistes »

Vingt ans après la rétrocession, la Chine est devenue la deuxième puissance économique mondiale et la part de l'économie de Hongkong dans le PIB chinois est passée de 18 % à 3 %. La Chine de Xi Jinping a confiance en elle et s'est engagée dans une quête d'influence planétaire, n'hésitant plus à vanter son modèle autoritaire. Certes, Hongkong, avec ses grandes banques et multinationales, reste une vitrine rassurante et alléchante, mais le numéro un chinois a pour priorité de préserver la domination du PCC et de contrer les interférences occidentales.

Pékin n'a donc aucune intention de laisser Hongkong sortir du rang. La presse chinoise ne rate pas une occasion de stigmatiser les forces séparatistes qui seraient à l'œuvre dans l'ancienne colonie, tout en insistant sur la futilité de leur combat. La jeunesse hongkongaise, prise ces dernières années de fièvre identitaire, y est décrite comme écervelée et ingrate. La Chine de Xi Jinping fait désormais la leçon. Le 27 mai, à Pékin, pour les vingt ans de la Basic Law, Zhang Dejiang, le plus haut responsable des affaires de Hongkong au sein du PCC, membre du comité permanent du bureau politique, son organe de direction suprême, a déroulé, dans un long discours, la vision chinoise de Hongkong.

M. Zhang y a énoncé les « *prérogatives étendues* » du gouvernement central dans les « *domaines d'importance* », une notion ouverte à toutes les interprétations. Il a prévenu que le haut degré d'autonomie dont dispose Hongkong ne devait, « *sous aucune circonstance, servir de prétexte pour s'opposer au gouvernement central* ». C'est l'exécutif, avec son chef comme « *noyau dur* », qui doit primer dans la RAS, non « *la séparation des pouvoirs* », « *la législation* » ou « *le pouvoir judiciaire* ».

Vingt ans après la rétrocession, la Chine est devenue la deuxième puissance économique mondiale et la part de l'économie de Hongkong dans le PIB chinois est passée de 18 % à 3 %

« Le gouvernement chinois fait les choix pour nous »

Comme d'autres de sa génération, Agnès Chow, 20 ans, l'une des dirigeantes du nouveau parti de Joshua Wong, Demosisto, proclame que « *ce n'est déjà plus un pays, deux systèmes, mais un pays, et un système et demi* ». « *Le gouvernement chinois fait les choix pour nous, or nous devrions avoir le droit de choisir notre destin* », dit-elle au Monde. Depuis le rejet, en 2015, faute de majorité suffisante au Parlement local, d'un « *suffrage universel aux caractéristiques chinoises* », qui n'autorisait que des candidats présélectionnés par Pékin au poste de chef de l'exécutif, les réformes constitutionnelles ont été reportées sine die. L'élection de 2017 s'est donc déroulée exactement comme les précédentes et ce fut Carrie Lam, « le choix de Pékin », qui a été élue, le 26 mars, par 777 des 1 200 grands électeurs du comité électoral. Cette ex-numéro deux du gouvernement a toutefois eu le bon goût de ne pas aller trop vite « faire la révérence » au Bureau de liaison chinois à Hongkong après son élection, contrairement à son prédécesseur.

Car le Bureau de liaison joue un rôle essentiel dans la politique locale. Situé tout à l'ouest du quartier d'affaires de Central sur l'île de Hongkong, à Sai Wan, il est logé dans une tour de verre et d'acier

surmontée d'une boule, qui ne manque pas de lui donner un air orwellien. C'est une énorme administration, avec des dizaines de départements. Depuis la manifestation monstre du 1^{er} juillet 2003, Pékin a décidé de renforcer tous azimuts ses instruments de contrôle et d'influence sur Hongkong. Après la « claque » de 2003, la Chine a adopté une nouvelle stratégie d'« intégration » politique, selon le politologue Brian Fong. Pékin, explique-t-il, a doté Hongkong d'une « *équipe de cadres du parti* » au sein du Bureau de liaison, qui devient une sorte de gouvernement bis – comme le révélera, en 2008, un chercheur chinois dans une publication de l'école centrale du PCC.



Un étudiant hongkongais étudie sous des banderoles vantant le « mouvement des parapluies » qui, en septembre et en octobre 2014, s'est opposé au projet de Pékin de limiter la portée du suffrage universel pour l'élection du chef de l'exécutif de Hongkong en 2017. Xyza Bacani/REA

Le Bureau de liaison devient l'arbitre et le donneur d'ordres auprès des hommes politiques appartenant aux partis pro-Pékin, ce qu'ils seront souvent les premiers à révéler au gré de fuites et de scandale. « *Le Bureau de liaison joue un rôle très important dans la sélection des candidats [des partis pro-Pékin], puis organise les reports de voix jusqu'au jour même du vote* », affirme l'avocate et ex-députée Audrey Eu. Les partis pro-Pékin, comme la Democratic Alliance for the Betterment and Progress of Hong Kong (DAB), sorte de Parti communiste par procuration, animent des réseaux clientélistes, soit dans les classes populaires séduites par toutes sortes d'activités et de cadeaux, soit auprès des milieux d'affaires en mal de relations et de protections en Chine. Interdit sous les Britanniques, le Parti communiste chinois n'a en effet toujours pas d'existence légale à Hongkong.

En 2012, la Chine et Hongkong commencent à s'éloigner

Pourtant, dans la seconde moitié des années 2000, les Hongkongais semblaient s'accommoder de cette intervention croissante : après le traumatisme du sras, l'épidémie de pneumonie atypique, début 2003, qui avait paralysé l'ancienne colonie, la Chine et Hongkong avaient signé un accord de rapprochement économique, ce qui avait permis à Hongkong de redécoller ; 2008, l'année des Jeux olympiques de Pékin, marquait un pic dans l'identification des Hongkongais à la Chine ; un an plus tard, Pékin avait préservé la RAS de la crise financière globale grâce à son colossal plan de relance.

Mais 2012 marque un tournant. La Chine et Hongkong commencent à s'éloigner, déjouant les prédictions de rapprochement de Deng Xiaoping. A Pékin, le pouvoir vit une transition mouvementée avant l'arrivée de Xi Jinping à la tête du PCC. Dans le même temps, Hongkong est éclaboussé par un scandale inattendu mettant en cause le chef de l'exécutif pressenti, Henry Tang, pur produit de l'establishment hongkongais. Le comité électoral reporte son choix sur C. Y. Leung, qui, contrairement à son prédécesseur, Donald Tsang, n'est pas issu de l'administration coloniale et n'appartient pas non plus aux grandes familles.

Soupçonné d'être secrètement membre du PCC, il annonce, avant même sa prise de pouvoir, son intention d'imposer un programme « *d'éducation patriotique* ». Un collégien de 14 ans, Joshua Wong, et quelques copains s'en inquiètent. Ils créent un mouvement appelé Scholarism pour dénoncer le « *lavage de cerveaux* » qui s'annonce. En quelques mois, des dizaines de milliers de citoyens sont mobilisés au point que le chef de l'exécutif est forcé de retirer sa proposition. C'est le premier échec cuisant de C. Y. Leung et le début d'une ascension politique fulgurante pour le jeune Joshua.

Explosion du militantisme depuis 1997

Quelques semaines avant le XVIII^e congrès du PCC, où il doit être adoubé, en novembre 2012, cette effervescence alarme Xi Jinping. Quand, deux ans plus tard, le camp démocrate réclame l'octroi du suffrage universel et menace d'occuper Central, le quartier d'affaires, la Chine hausse le ton en publiant, en juin 2014, un « Livre blanc » très dur sur Hongkong, puis en dévoilant le type de suffrage universel prévu pour les prochaines élections du dirigeant de Hongkong : tout le monde aura le droit de vote, mais seuls deux ou trois candidats présélectionnés par Pékin pourront se présenter.

Cette démocratie « *aux caractéristiques chinoises* » met le feu aux poudres. C'est le début du « mouvement des parapluies », qui paralyse plusieurs quartiers de Hongkong pendant soixante-dix-neuf jours. Du jamais vu. La Chine ne faiblit pas et refuse de négocier. Mais l'opposition use de sa minorité de blocage au Parlement pour barrer la route à la proposition de Pékin. Et Hongkong se retrouve au point de départ, sans suffrage universel et avec le même système de 1 200 grands électeurs pour désigner le chef de l'exécutif.

« *Le paradoxe*, souligne le politologue Edmund Cheng, qui a étudié l'explosion du militantisme à Hongkong depuis 1997, *est que les gens sont devenus plus sceptiques vis-à-vis de l'opposition dans la rue, mais ils continuent à se montrer très concernés : si l'on regarde les résultats des élections [locales ou législatives], la participation est très forte, notamment chez les jeunes.* » Malgré l'injustice du système électoral, les partis prodémocratie parviennent à garder leur droit de veto au Legco.

« Le temps est notre meilleur allié »

Lors de la campagne des élections législatives de septembre 2016, quatre ans après ses premiers faits d'armes, Joshua Wong, encore trop jeune pour être élu député, participe à la fondation du parti Demosisto. Celui-ci réclame, pour Hongkong, le droit à l'autodétermination en 2047 et obtient un siège, au côté de plusieurs nouveaux partis dits localistes, souvent plus radicaux puisqu'ils revendiquent l'indépendance. La plupart de ces nouveaux députés sont aujourd'hui menacés d'être exclus du Legco pour n'avoir pas prêté serment dans les formes.

« *Disqualifier des députés élus démocratiquement prouve que le gouvernement chinois et celui de Hongkong vont essayer à tout prix de passer outre l'indépendance de la justice et l'Etat de droit à Hongkong* », a expliqué M. Wong aux sénateurs américains en mai.

L'adolescent qui défie la superpuissance chinoise : c'est le titre du documentaire que vient de lui consacrer Netflix, Joshua : Teenager vs. Superpower. Pour beaucoup, il est devenu un héros. Le vétéran Martin Lee voit même en lui l'espoir de Hongkong : « Combien de nous peuvent-ils dire qu'ils ont commencé à faire quelque chose pour leur communauté à l'âge de 14 ans ? » C'est la meilleure arme du jeune militant. « *Quoi qu'il advienne du mouvement de protestation*, a-t-il scandé à Washington de son débit rapide, *nous allons récupérer la démocratie qui nous revient et continuer le combat. Car le temps est notre meilleur allié.* » Il n'aura que 50 ans en 2047.

